

Tickets de métro et manele : une ethnographie des ‘Ticket-Boys’ à la gare du Nord. Ou les prémisses d’une lecture des expériences urbaines et transnationales des ‘travailleurs’ roumains à Paris

Benjamin Naintré
Diplômé de Master II de Science Politique
Université de Paris VIII Vincennes-Saint Denis

RESUMÉ

Cet article s’appuie sur un premier travail ethnographique mené de janvier à mai 2015 à Paris, gare du Nord¹. Je venais observer, pendant plusieurs heures, deux à trois fois par semaine, le quotidien d’un groupe de jeunes roumains revendeurs de tickets de métro auprès des touristes et des voyageurs de passage². Les données recueillies m’ont amenées à intégrer dans mon analyse la dimension migratoire des histoires biographiques de ces jeunes. Mineurs pour certains, majeurs pour d’autres, encore célibataires ou mariés, voire parents, en tout cas vivant en famille dans des bidonvilles en Île-de-France, ils sont engagés dans un projet migratoire ayant pour horizon une réussite économique, sociale et symbolique en vue d’un retour définitif au pays. Que celui-ci soit bien réel ou fantasmé, il participe à la construction d’un ‘imaginaire circulatoire’ dans lequel se retrouvent ces jeunes et leur famille. Dans l’attente de cet ultime retour, ils se rattachent à ceux provisoires, essaïmés en cours d’année (notamment lors des fêtes religieuses) et aux souvenirs de leur vie précédant la migration. Ainsi se rappellent-ils les raisons de leur présence en France : « faire de l’argent » (Clavé-Mercier, 2012).

ABSTRACT

This paper is based on a first ethnographic study conducted from January to May 2015 in Paris, gare

du Nord. I have been observing, two or three days a week, the daily life of young Romanians reselling metro tickets to travelers and tourists. By analyzing the biographical stories of these young people, the migratory dimension emerged as a key issue. Some are underage, others are adults, still single or in couple, some even have children but in any case they live in slums with relatives, they are all involved in a migration project having for goal an economic, social and symbolic success for a final homecoming. Whether it is real or fantasized, this idea contributes to the construction of a ‘circulatory imaginary’ in which the young Romanians and their families find themselves. Waiting for this final return, they relate to provisional returns, swarmed over the year (especially during religious celebration) and to memories of their lives before the migration. Thus, they recall the reason why they are in France: « to make money » (Clavé-Mercier, 2012).

INTRODUCTION

Dans le débat public actuel, les situations des jeunes roumains vivant en bidonville sont trop souvent comprises par les politiques et les médias français à travers le biais d’une question récurrente : la ‘question rom’. Le discours de Grenoble prononcé en 2010 par le Président de la République de l’époque, M. Nicolas Sarkozy, amorce le retour de la figure du ‘Rom migrant’ comme objet de politiques publiques, réactualisant une autre figure historique et multiséculaire : le « Tsigane nomade » (Cousin, 2009). Cette catégorie est fixée dans notre imaginaire commun de façon inclusive – par l’homogénéisation de populations disparates – et exclusive – par la singularisation – c’est-à-dire la mise en lumière d’une seule de ses parties (Canut et Hobé, 2011). En masquant une réalité sociale complexe, ces deux processus ont des fins purement politiques. Les destructions de bidonvilles en Île-de-France ou de la jungle de Calais sont des vitrines d’une politique ferme, efficace, visible, au service des citoyens. La stratégie du bouc-émissaire n’est pas nouvelle. Elle représente le socle sur lequel reposerait notre nation républicaine. Elle en serait même sa condition de maintien et de survie car « c’est à l’évacuation de ses expulsables que la République doit de reconnaître les siens » (*Ibid.*, p.21).

¹ Ce travail s’inscrit dans le cadre d’un mémoire de recherche pour le master de Science politique à l’Université Paris VIII, Vincennes-Saint-Denis.

² J’ai complété ce travail d’observation par des temps de discussions informelles avec certains d’entre eux, seuls ou en groupes.

A ce titre, la 'question rom' rentre en écho avec l'harmonisation des politiques migratoires européennes après 1989. Rappelons que cette date annonce de profonds bouleversements en Europe, politiques, économiques, sociaux et géographiques. La chute de l'URSS et de ses dictatures satellites, leur rude transition vers l'économie de marché et les dix années de guerres dévastatrices que connurent les territoires yougoslaves sont autant d'événements qui insufflèrent à beaucoup d'européens de l'Est le projet d'une migration vers l'ouest. L'enjeu pour l'Union européenne était d'œuvrer pour une approche sécuritaire de ces nouveaux flux migratoires. Les deux décennies qui suivirent l'implosion soviétique ont été fondatrices dans le déploiement de mesures visant au contrôle et à la régulation des flux migratoires provenant des pays d'Europe centrale et orientale (PECO), et en particulier ceux engagés dans une démarche d'adhésion à l'Union européenne. L'exemple roumain illustre parfaitement ce point (Diminescu et al., 2003). Des accords de réadmissions sont largement pratiqués³ et les pratiques de gestion des flux aux frontières connaissent une informatisation galopante⁴. Chaque avancée dans le processus d'intégration de la Roumanie à l'Union européenne s'accompagne de son lot de contraintes à la mobilité de ses ressortissants : d'un côté, l'obligation d'un visa pour entrer dans l'espace Schengen est supprimée en 2002 ; de l'autre, cette nouvelle liberté est fortement conditionnée en termes de ressources socio-économiques et de durée de séjour des migrants roumains (*ibid.*). Il faut enfin rappeler que des mesures transitoires concernant le droit au travail pour les ressortissants roumains (mais aussi bulgares) ont été appliquées par neuf pays européens durant les sept années qui suivirent leur entrée dans l'Union européenne en 2007⁵. Certains politiciens français ont d'ailleurs été très actifs pour porter sur le devant de la scène médiatique les dangers et les menaces présumés attachés à la fin de la période transitoire pour le

système social, le marché de l'emploi et la sécurité nationale. Les bidonvilles et leurs habitants étaient régulièrement visés.

L'harmonisation sécuritaire des politiques migratoires européennes s'est aussi faite au nom d'une autre cause : la lutte contre la traite des êtres humains (TEH). Apparue dans le débat public au cours des années 1980 par des associations et des ONG dénonçant l'exploitation sexuelle des femmes⁶, pour ensuite s'étendre aux violences domestiques envers les femmes et les enfants, la lutte contre la TEH dérive progressivement vers une troisième lecture : les migrations illégales et la criminalité transnationale (Ragaru, 2007). Le début des années 2000 en est un moment charnière. L'OIM⁷, qui travaille sur le lien entre migrations clandestines (en provenance de l'Est) et TEH, conclut dans un rapport publié en 2001 que « pour juguler la traite, il convient alors de renforcer la lutte contre les migrations clandestines » (*ibid.*, p.74). A l'échelle internationale, ce processus se fait par l'entérinement du protocole additionnel à la Convention de Palerme en 2000. Si ce protocole élargit la grille de lecture de la TEH à d'autres formes d'exploitation, il laisse aux États (davantage sensibles l'approche sécuritaire et policière) la libre interprétation des textes. La décision-cadre du Conseil de l'Union européenne, le 19 juillet 2002 et relative à la lutte contre la traite des êtres humains, offre un bon exemple de la tendance suivie⁸.

Afin d'appuyer l'impératif sécuritaire et mettre en vitrine l'action politique, les projecteurs se sont braqués vers les plus précaires de ces migrations ; et la figure du *Rom migrant* y occupe encore une place de choix « du fait de leurs pratiques de survie et d'accumulation dans les villes d'accueil » (Legros et Vitale, 2011, p.6). De la même façon, l'Europe de l'Est et les Balkans détiennent leur charge en fantasmes et en clichés : des territoires malades où se conjuguent pauvreté, violences, corruption, affairisme et traditionalisme (Peyroux, 2013). Ces différents

³ 137 337 migrants roumains sont retournés en Roumanie entre 1993 et 1999 (Diminescu et al, *op.cit.*)

⁴ Notamment par l'utilisation du Système d'information Schengen (SIS) ou encore du fichier communautaire des demandeurs d'asile politique en Europe (Eurodac).

⁵ Pour autant, la fin de la période transitoire pour la Roumanie et la Bulgarie, le 31 décembre 2013, ne signifie en aucun cas la fin des mesures d'éloignement pour leurs ressortissants, notamment lorsqu'ils constituent un trouble à l'ordre public ou une 'charge déraisonnable' pour le système d'aide sociale français (voir URL : <http://www.gisti.org/spip.php?article3374>). Les Roms roumains et bulgares vivant en bidonvilles sont, à ce titre, particulièrement concernés par ces mesures.

⁶ Les débats se concentraient exclusivement sur la prostitution et opposaient deux écoles de pensée féministe : les 'abolitionnistes' et les 'pro-droits' (Jaksic, 2011).

⁷ Organisation Internationale pour les Migrations.

⁸ Décision-cadre du Conseil du 19 juillet 2002 relative à la lutte contre la traite des êtres humains : Voir : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32002F0629>

biais se retrouveront dans le traitement médiatique à l'égard des groupes de jeunes roumains spécialisés dans le pillage d'horodateurs (à pièces) en région parisienne au début des années 2000 en France. Ce premier cas de figure amorcera l'émergence de la figure du *petit rom* à la fois victime d'exploitation et coupable de délinquance (et qui atteindra son acmé médiatique en 2010 avec l'affaire Hamidovic)⁹.

La 'question rom' en France n'est donc rien d'autre qu'une construction politique. Elle fonde dès le départ l'illégitimité de la présence de populations catégorisées comme roms en annihilant toute possibilité de situer le problème ailleurs que dans leur seule existence. Selon Éric Fassin, la 'question rom' ne serait donc plus une affaire politique « posée par des acteurs politiques » mais au contraire « viendrait de la réalité elle-même » (Fassin et al., 2014, p.15). En d'autres termes, ils ne peuvent être que ce que l'on dit d'eux et nous disons d'eux ce que nous voulons uniquement voir (Olivera, 2012). Les conséquences d'un tel postulat se lisent notamment dans les politiques publiques visant au 'démantèlement' systématique 'des campements roms illicites'¹⁰, enclave à la fois territoriale (dans les marges urbaines) et ethnique (les Roms qui les habitent) (Sarcinelli, 2011). On assiste alors à deux processus connexes: la racialisation (Fassin, Fassin et al., 2009) et la spatialisation (Poupeau et Tissot, 2005) d'une question sociale – celle de l'exclusion des cadres légaux de l'accès au logement et au travail – dans son administration par les pouvoirs publics. Figure de « l'endoétranger » (Le Marcis et Lurbe I Puerto, 2012), les « Roms des bidonvilles » deviennent alors les objets d'un « état d'exception » (Legros et Vitale, 2011) qui reproduit leur exclusion et légitime la tenue dans le débat politique de cette 'question rom' et de ses multiples déclinaisons : les migrations irrégulières, la criminalité organisée et transnationale, la traite des êtres humains, la délinquance (notamment juvénile), les trafics en tout genre, les occupations illégales de terrain, la menace sanitaire, le trouble à l'ordre public etc.

Ainsi en est-il des jeunes roumains auxquels je m'intéresse ici. Pris dans l'étau de ces lectures trop généralistes qui prévalent bien souvent sur les jeunes des milieux populaires (Déquière et Jovelin, 2014 ; Mucchielli, 2010), ces jeunes roumains sont largement abordés en tant qu'objets déviants de politiques publiques. Cet article reprend les résultats de l'ethnographie menée à la gare du Nord auprès des 'Ticket-Boys', jeunes roumains originaires de Bucarest et des 'judet'¹¹ de Giurgiu et de Teleorman¹², âgés pour la plupart entre 15 et 25 ans, et spécialisés dans l'activité de revente de tickets de métro auprès des touristes et des voyageurs de passage à la gare. L'enjeu était alors de comprendre comment ces jeunes pouvaient être autre chose que les objets d'une action politique quelconque, en quoi ils étaient aussi (et sont toujours) des producteurs du social malgré les différents stigmates (jeune, pauvre et rom) qui orientent l'action des pouvoirs publics et les pratiques institutionnelles. Il s'agissait d'accéder à leur expérience du monde social pour mieux revenir à une certaine vision subjective des acteurs, proche du terrain, au-delà des lectures les plus dominantes et récurrentes faites à leur égard.

Dans cette optique, il est important de montrer en quoi les valeurs qui fondent 'l'ethnosociologie' (Bertaux, 2011) semblent les plus à même de répondre à ces exigences pour proposer une nouvelle approche de cette réalité sociale complexe. L'intérêt est davantage de privilégier la démarche herméneutique pour favoriser la pluralité des interprétations et provoquer l'insurrection des 'savoirs assujettis' (Foucault, 1975-1976), le réveil des lucioles dans les théâtres d'ombre.

⁹ Cette affaire relatera jusqu'en 2014, l'arrestation et le procès de Fehim Hamidovic, bosniaque à la tête d'un réseau de traite et d'exploitation de femmes et de jeunes filles contraintes au vol à la tire dans les métros parisiens. La mise en scène médiatique de cette histoire rassemble tous les stéréotypes du genre pour en faire l'archétype-même du réseau mafieux, criminel et transnational avec description de l'organisation, de son activité et des violences subies par les jeunes filles.

¹⁰ Cette expression médiatisée crée la réalité sur laquelle l'action politique prétend agir *a posteriori* : 'démantèlement' renvoie à l'idée de réseau organisé, 'campements roms' ethnicise le bidonville en le présentant comme une propriété culturelle des populations dites roms et *illicites* enferme la situation des habitants dans le champ de l'interdit.

¹¹ Équivalent du département en France.

¹² Précisément le quartier de Ferentari situé dans le secteur 5 de la capitale, mais aussi les villes de Mihailești (Giurgiu) et de Videle (Teleorman), respectivement à 25 et 70 km de Bucarest.

1. LA GARE DU NORD : « MONDE DE PASSAGES », MANŒUVRES D'OCCUPATION ET INSTRUMENT DE POUVOIR

1.1- La surveillance et le contrôle dans l'espace de la gare

Julie Kleinman, anthropologue américaine, s'est intéressée à la politique parisienne des espaces publics en prenant pour exemple la gare du Nord. Elle y a examiné la vie sociale, économique et politique qui rythme son quotidien. Grâce aux observations qu'elle y a mené, notamment sur son architecture, elle décrit la gare comme un lieu d'appropriation spatiale, un cadre dans lequel se jouent de multiples manœuvres d'occupation et d'investissement de l'espace par des populations souvent marquées par l'expérience migratoire et reléguées politiquement au sein des 'classes dangereuses' (Kleinman, 2012) de la société française. L'architecture n'est donc pas qu'une simple vitrine des progrès réalisés en termes de mobilités, de circulations, de transports et de communications. Elle a aussi un rôle social et politique. Social dans les interactions qu'elle conditionne, politique dans les enjeux de pouvoir qu'elle sous-entend et sous-tend.

Dès son apparition dans le paysage des villes tout au long du XIXe siècle, la gare représente pour la classe politique un enjeu majeur de sécurité publique, d'autant plus à une période post-révolutionnaire où certaines catégories de population sont appréhendées avec méfiance et suspicion par les autorités et les pouvoirs publics. La segmentation et la compartimentation des espaces qui caractérisent les premiers temps d'existence des gares parisiennes conditionnent des représentations et des pratiques de l'espace bien particulières. Les circulations étaient rationalisées, « ordonnées en flux dirigés, avec des voies de passage pensées pour que le voyageur n'y stationne pas, et des sas spécialisés pour classer, distribuer et séparer les publics » (Sauget, 2004, p.80). Chacun était donc soumis au contrôle, aussitôt embarqué, en fonction de l'objet de sa présence, dans un parcours inclusif (pour les futurs passagers) ou exclusif (pour les autres). Le tri opéré par les autorités présentes, à la fois du corps public (de l'État) mais aussi du corps privé (des compagnies ferroviaires) rendent visibles

spatialement et physiquement la distinction entre les usagers de la gare qui seraient 'légitimes' (les voyageurs) et ceux désignés comme 'illegitimes' (les marginaux, les trouble-fête, les hypothétiques révolutionnaires et complotistes de l'époque). Le tri est également fait parmi les seuls usagers 'légitimes'. En effet, les voyageurs sont répartis par classe de billets dans des compartiments distincts reproduisant alors les ségrégations spatiales et sociales qui s'exercent en milieu urbain. Les logiques de catégorisation de l'époque se trouvent donc dans des justifications de nature sociale (séparer les riches des pauvres) et idéologique (intégrer les conformistes, exclure les agitateurs). En ce sens, la gare est un instrument du pouvoir. C'est ainsi qu'elle est le lieu d'une concurrence des corps publics et privés dédiés à la sécurité. Présenter cet espace comme à fort potentiel criminogène sert à la cause sécuritaire. L'innovation des pratiques de surveillance et la maîtrise des nouveaux outils de contrôle deviennent un enjeu de gouvernance et de pouvoir qu'il est certainement possible de retrouver dans la multiplicité des acteurs dévolus aujourd'hui à cet exercice : la Préfecture de police, l'armée et parfois des corps détachés de la Brigade Anti-Criminalité (BAC) et des Compagnies Républicaines de Sécurité (CRS) pour l'État ; les services de sécurité de la gare du Nord¹³, la sûreté ferroviaire de la RATP et de la SNCF, les contrôleurs de titres de transport RATP et les agents d'accueil et d'orientation SNCF pour le domaine privé. Aborder la question de la surveillance organisée dans l'enceinte des gares donne donc des indices sur « la façon dont un espace a priori neutre s'est transformé en champ de forces pour devenir un terrain d'actions » (*ibid.*, p.81).

Néanmoins, identifier ces frontières devient complexe lorsque celles-ci ne s'impriment plus dans l'espace. Les parcours possibles sont désormais multiples, débordent des sentiers battus dédiés au transport. Ils dessinent des représentations, des pratiques et des échanges protéiformes. Il est davantage pertinent aujourd'hui de comprendre la mobilité dans l'enceinte de la gare du Nord en termes de circulations et non plus seulement en termes de transport. Ce fait souligne l'existence de stratégies, de pratiques, de représentations qui permettent de supposer un certain degré d'appropriation de l'espace de la gare par celles et ceux qui s'y trouvent. Les commerces, les objets d'art, les éléments du décor amènent l'utilisateur des lieux à être acteur de l'environnement ferroviaire.

¹³ Ces services de surveillance et de protection des biens et des personnes relèvent de sociétés privées.

« Du niveau -2, l'ensemble de la gare se devine grâce à son architecture en mezzanine qui fait de cette construction un espace ouvert et creux rendant possible l'observation, à chaque niveau, d'une partie de celui qui lui est inférieur et, de la même façon, d'une partie du niveau qui lui est supérieur. La gare du Nord est donc composée de plateformes communicantes les unes avec les autres par le vide qui les traverse du niveau 0 au niveau -2, et reliées entre elles par de nombreux escaliers et escalators. Cette spécificité architecturale accentue l'effet de fluidité des déplacements et élargit les possibilités de voir et d'être vu et ainsi de se rendre spectateur d'un monde en mouvement. Tels des oiseaux sur un câble électrique, les individus se tiennent accoudés aux balcons des niveaux 0 et -1. Ils observent le chassé-croisé des voyageurs et, parfois, leurs désorientations, les rondes des agents de sécurité et de sûreté, des patrouilles policières et militaires, le va-et-vient des clients dans les commerces du niveau -1, les files d'attente aux bornes de vente des titres de transport, les petits deals plus ou moins discrets, les rencontres et les retrouvailles. »

Extrait du journal de terrain, Gare du Nord, 31/01/2015

Si le décor a bel et bien changé, les logiques d'hier restent pourtant les mêmes aujourd'hui. Comment s'organisent la surveillance dans un espace à l'architecture dite 'démocratique', c'est-à-dire qui inclut « les caractéristiques du 'vivre-ensemble' : ouverture, transparence et échange » (Kleinman, *op.cit.*, p.571) ?

1.2- La gare du Nord et le paradoxe de la modernité urbaine

Précisons que la gare du Nord se présente aujourd'hui comme le haut-lieu d'une vie sociale, quotidienne et ritualisée dans ses pratiques et dont la dynamique ne saurait être en marche que par une appropriation, un investissement par le bas, c'est-à-dire émanant de ses occupants. Son architecture et l'agencement de ses différents espaces ouverts, vitrés, transparents, rendent possible l'organisation d'un maillage interactionnel qui dépasse la simple sphère du transport et du voyage. L'environnement de la gare fait sens à celles et ceux qui, chaque jour, y viennent pour passer le temps ou pour travailler dans des secteurs d'activités plus ou moins licites participant au développement d'une économie informelle.

En s'élevant du niveau -3 (pour celles et ceux qui arrivent à la gare par les correspondances des RER B, D ou E), nous nous rapprochons d'une fonction secondaire mais tout aussi révélatrice du lieu. Une fonction plus sociale, qui fait qu'aux échanges organisés par le déroulement quotidien des trains, du RER et des métros, viennent se superposer d'autres échanges - non moins organisés - et pris dans l'architecture de la gare.

Celle-ci n'est pas seulement matérielle. Elle est aussi corporelle et sociale par les innombrables interactions qui sillonnent et organisent l'espace, car ce sont bien les acteurs du lieu qui, par leur présence et leurs pratiques, lui impriment une utilité, une signification basée sur une expérience interactionnelle et répétée. L'idée d'une gare ouverte et transparente qui force l'effet d'une fluidification des circulations et d'une rationalisation de l'attente par l'aménagement de nombreux lieux de consommation, le nombre important des correspondances possibles (du local au transnational), la localisation dans un arrondissement populaire et cosmopolite, avec un roulement fort des populations (touristes, voyageurs, 'banlieusards', hommes d'affaires, etc.), font de ce lieu une place stratégique pour l'organisation d'une « économie de la débrouillardise » (Duprez et Kokoreff, 2000). Il s'y déploie tout un ensemble de tactiques, de ruses, de manipulations, ce que Julie Kleinman appelle des « manœuvres du quotidien » (Kleinman, *op.cit.*)

Ainsi, le rabatteur de clients pour les taxis VTC se fond dans la masse pour ne pas attirer l'attention des forces de l'ordre, les jeunes filles spécialisées dans l'arnaque à la charité¹⁴ travaillent à la présentation de soi pour ne pas éveiller les soupçons des possibles donateurs dupés, les 'michetons'¹⁵ paient les jeunes prostitués en dehors de la gare afin d'éviter la prise en flagrant délit. Elles ordonnent des façons de faire ritualisées et qui rendent ordinaires des situations de vie pourtant atypiques. Dans cet environnement, comment s'organisent le contrôle et la surveillance des populations dites 'illégitimes' ?

¹⁴ Ces dernières font signer des fausses pétitions aux touristes de la gare et leur demande une contribution financière.

¹⁵ Terme populaire servant à désigner les clients de prostitué-es occasionnel-les (les 'michetonner'). L'activité est désignée alors par le verbe 'michetonner'.

Que la surveillance et le contrôle s'exécutent dans le conflit ou la négociation, à distance ou dans le contact, en coulisses ou sur l'espace public, mobiles ou en poste, ils restent « souvent effectués en vue de définir des barrières et délimiter des groupes sociaux, [et] produisent une vie sociale significative dans la gare [...] » (*Ibid.*, p.572). A ce titre, ils ne disparaissent pas du lieu, ils se transforment et s'adaptent pour mieux correspondre aux nouvelles configurations architecturales (l'exercice de rondes à tous les niveaux répond aux nouveaux enjeux de fluidification des mobilités dans la gare). De plus, la catégorisation des populations est toujours opérante en fonction d'un nouvel idéal-type de l'usager, consommateur de biens et de mobilités. Les compartiments pour voyageurs d'hier sont remplacés par des espaces de consommation et de circulation bien circonscrits. Le tri entre les bons et les mauvais usagers s'effectue donc à un autre niveau qu'à celui de l'édifice de la gare en tant que tel. Il se fait en partie de lui-même au seuil des boutiques et des commerces, mais aussi aux portiques de validation des titres de transport.

L'espace de la gare est donc un espace qui reste segmenté en fonction de ses nouvelles configurations architecturales, des nouvelles logiques de contrôle et de surveillance et des techniques d'appropriation du lieu par les populations qui l'occupent et en fonction de l'usage qu'ils y développent. A ce titre, le parvis de la gare permet aux jeunes (comme à d'autres *exclus*) de réinvestir la sphère publique et l'occuper à leurs manières, selon leurs propres codes et lectures. Il est désormais temps de se restreindre à l'observation d'un groupe de jeunes en particulier, celui des 'Ticket-Boys', les jeunes roumains revendeurs de tickets de métro aux touristes et aux voyageurs.

2. DES 'TICKET-BOYS' ...

Les jeunes roumains revendeurs de tickets de métro n'apparaissent au grand jour que par la « surface délictuelle » (Langlois, 2014, p.86) de leurs pratiques quotidiennes. Cette idée rejoint les propos de Laurent Mucchielli (2010) qui rappelle que l'analyse dans le débat public de l'évolution de la délinquance des mineurs faite par les médias et les politiques, répond essentiellement à des prénotions qui encouragent l'entretien d'une vision négative de la jeunesse chez une population de plus en plus vieillissante, et ainsi un sentiment de peur qui se veut légitime (d'autant plus lorsqu'à cette jeunesse sont accolés des stigmates raciaux).

Ces jeunes existent donc par ce que l'on présuppose être de la délinquance juvénile, par les caractéristiques normatives qui nous servent à la définir et à l'identifier, suffisant à les rendre visible aux yeux de tous. Ces jeunes existent aussi dans l'alerte sociale, lorsque leurs situations de vie sont jugées trop extrêmes, c'est-à-dire trop écartées de notre conception de ce que doit être le quotidien d'un jeune garçon à l'âge de l'adolescence. Tant du côté pénal que du côté social, les situations se lisent à travers une hiérarchisation de critères qui construisent des catégories à partir desquelles la pertinence d'une intervention (policière ou sociale) est mesurée. Si la délinquance, l'exclusion, la violence ou la précarité sont des catégories qui peuvent être représentatives du quotidien de ces jeunes, elles ne donnent que très peu d'informations sur son fonctionnement et sur sa durabilité. Ainsi, à chacune de mes venues à la gare, j'assistais à ce que j'interprétais comme un travail ordinaire, porté sur le renseignement, le démarchage et la vente, avec ses règles, ses usages, son organisation et son expertise qui se devaient d'être décryptés. Un récit descriptif de l'activité, rassemblant plusieurs temps d'observation, a pu être produit.

2.1- De la revente à la vente : récit descriptif de la ruse

« Les jeunes revendeurs de tickets de métro à la gare du Nord de Paris opèrent essentiellement au niveau -1. C'est un espace stratégique par lequel transitent voyageurs et touristes fraîchement débarqués des trains au niveau 0 et en passe d'utiliser les transports en commun à disposition. Les bornes d'achat et les guichets de vente de titres de transport sont fortement sollicités et les files d'attente s'allongent à chaque train entré en gare. Les jeunes, plus ou moins nombreux selon les jours, attendent aux balustrades que les files soient assez importantes pour se lancer dans l'exercice. Ainsi, quand les afflux de voyageurs et de touristes se font de plus en plus denses, les jeunes se dispersent aux quatre coins du niveau -1 en petits groupes de deux ou trois. Les tâches sont réparties : tandis que l'un démarche, les deux autres surveillent les alentours pour anticiper les possibles interventions de policiers, d'agents de la sûreté ferroviaire, d'hommes de la sécurité ou d'autres membres du personnel de la gare. Dans ce cas, la vente est abandonnée et les jeunes se dispersent rapidement. Il faut aussi noter que les bornes d'achat de titres de transport se distinguent en deux catégories suivant l'étape

atteinte dans le processus de vente. Les bornes d'accroche sont celles où les jeunes viennent se présenter à leurs cibles. Munis d'un 'Pass Navigo'¹⁶ en guise de badge et pendu à leur cou par un cordon, les jeunes se font ainsi passer pour des agents des transports dont les tâches seraient l'aide et l'orientation des usagers, ainsi que la régulation des files d'attente en indiquant l'emplacement d'autres bornes moins bondées. Si les deux premières n'engagent pas forcément à une transaction monétaire, c'est bien par l'exécution de la dernière tâche que l'accroche peut être entamée. Se postant à des bornes bien exposées, et donc assaillies en premier lieu par les acheteurs de titres, les jeunes proposent à ceux situés en bout de file de s'adresser à une autre borne moins exposée. Si l'accroche prend, le jeune en question guide les touristes, souvent en couple, en famille ou en groupe, vers ce second type de bornes où pourra avoir lieu la transaction. Prenant tout en charge, le faux-agent pianote rapidement sur l'écran de contrôle et frotte son 'Pass Navigo' sur la zone magnétique et violette prévue à cet effet. Ces deux gestes effectués, il se penche et plonge la main dans la bouche de la borne où tombent habituellement les titres de transport choisis et achetés. Or, aucun ticket n'est réellement tombé car aucun n'a réellement été acheté jusqu'à présent. Pourtant, le jeune en sort bien le nombre demandé. La ruse tient en trois points. Premièrement, les jeunes disposent de carnets composés de 10 tickets de métro chacun, achetés à demi-tarif (7,05 euros le carnet). Deuxièmement, la succession ritualisée des gestes exécutés par le jeune fait que le touriste porte davantage son attention sur cette gestuelle que sur le tour de passe-passe qui suit et qui configure le troisième point : il tient préalablement caché dans sa main le nombre de tickets (demi-tarifs) demandé par l'acheteur. Il n'a plus qu'à prétendre que les tickets sont bel et bien tombés en les sortant de la bouche du distributeur. La transaction peut enfin avoir lieu. Les tickets sont vendus à des prix majorés¹⁷ (les touristes ne connaissant pas forcément les véritables tarifs en vigueur)¹⁸ » (Naintré, 2015, p.77)

2.2- La maîtrise d'un rôle et le pouvoir de disparaître

Si nous n'y sommes pas familiers, la gare du Nord est un espace dans lequel nous pouvons 'débarquer' littéralement. Ni familiers à l'environnement dans lequel ils viennent d'arriver, ni conscients des acteurs et des usages qui animent son quotidien, les touristes et les voyageurs peuvent rapidement être dépendants des personnes qui les entourent. Un marché du service aux touristes, licite ou illicite, se met en place dans l'enceinte de la gare et de ses alentours. Tandis que certaines brasseries à proximité vendent leurs produits hors de prix, un homme, seul, distribue des offres promotionnelles sur les menus du Quick faisant front à la gare. Les taxis VTC font concurrence aux compagnies classiques grâce aux rabatteurs postés devant les grandes lignes sans pour autant lésiner sur le prix de la course fixé à l'avance (les clients connaissant leur destination mais certainement moins la distance qui les y séparent). Les 'Ticket-boys', quant à eux, parcourent le niveau -1 de long en large pour proposer leurs services aux voyageurs (« *Do you need help ?* »). Sans se montrer intrusifs dans leur démarchage, les 'Ticket-boys' restent pour autant l'une des premières figures rencontrées par certains des voyageurs fraîchement débarqués.

L'activité repose pour beaucoup sur leur compétence à se faire passer pour un travailleur en règle aux yeux des touristes. Bien habillés, les mains dans le dos, avenants et souriants, le 'Pass Navigo' en pendentif et parlant anglais, tout est fait pour annihiler les soupçons quant au service proposé. Pour aller jusqu'à la transaction, le touriste doit croire qu'il a bien affaire à un employé de la gare. Mais au-delà de cette confiance, la spécificité de l'activité tient en cela qu'elle ne se présente pas comme illicite ou malhonnête. Le jeu de rôle sert à dissimuler l'escroquerie. Les jeunes doivent alors maîtriser les deux dimensions constitutives du rôle social défini par Erving Goffman et rappelées par Albert Ogien (1995) : « le versant normatif » (l'idéal-type du rôle attribué à un individu) et le « versant typique » (les caractéristiques du rôle, ses attributs et ses qualités) (Ogien, 1995, p.106). L'exécution du rôle ne peut être véritablement réussie sans la réunion de ces deux versants au

¹⁶ Carte magnétique qui sert de support pour certains forfaits d'abonnement utilisables dans les transports en Île-de-France sur les réseaux RATP ou SNCF.

¹⁷ Les tarifs pratiqués par les jeunes oscillent à ma connaissance entre 5 et 10 euros dans la majorité des transactions.

¹⁸ Il faut tout de même préciser que l'échec est régulier. Dans de nombreux cas, les touristes n'accrochent pas à la proposition du jeune, ou décrochent en cours de route. Plusieurs exemples montrent également qu'ils sont surveillés de près par les différents professionnels de la sécurité présents à la gare, et à distance par le biais des caméras de sécurité.

sein d'un troisième : son « versant interprétatif » qui se « rapporte plus immédiatement à l'interaction au cours de laquelle un individu tient la place qui lui échoit, en s'évertuant à ne déroger ni aux normes idéales, ni à celles relevant des conceptions typiques » (*Ibid.*). La maîtrise du jeu et la qualité de sa représentation influent sur les chances de réussite du processus de vente. Les observations menées soutiennent d'autant plus cette idée que la performance est inégalement acquise.

En outre, la performance du jeu dépend également des capacités à rester hors du regard des nombreux professionnels de la sécurité. Dans cette optique, les 'Ticket-boys' ne sont pas seulement présents dans l'espace, ils le pratiquent. Ils utilisent les éléments de son décor, l'agencement de son architecture, ses différents passages qui le composent afin de mener à bien leur activité, se

rendre visible pour certains et être invisible pour d'autres.

Leur pratique de l'espace ne se limite pas à celui de la gare et du niveau -1. Il est d'ailleurs fréquent que les jeunes empruntent une des sorties du niveau -1 pour réapparaître à l'autre extrémité de la gare ; ou encore, passer en fraude les portiques d'accès aux métros, circuler dans les voies souterraines et remonter à un tout autre endroit. Ils utilisent donc un environnement bien plus large, incluant les rues, avenues et boulevards, ou encore le labyrinthe souterrain du métro parisien. Arriver à se repérer et à s'orienter rapidement sont des aptitudes que les jeunes doivent acquérir car elles leur garantissent un pouvoir qu'ils sont les seuls à détenir : celui d'apparaître et de disparaître, mais aussi de se retrouver et de s'organiser, de former un groupe avant de se lancer au travail.

« Les touristes descendent en masse des escalators et se répartissent entre deux bornes d'achat de titres de transport. Un peu plus loin, deux pylônes oranges, cerclés d'une mince tablette et sur lesquels est collé un plan des lignes de transport en commun à Paris, leur permettent de souffler un moment, d'anticiper leur trajet en métro ou en RER et de prendre un café au point de restauration à proximité. En effet, lors des périodes d'affluence, les files d'attente sont longues, l'espace est rapidement bondé ; situation pleine d'opportunités pour les 'Ticket-boys'. Le seul agent de sécurité, en gilet orange, est fréquemment sollicité par les voyageurs en peine de s'orienter et de se procurer un titre de transport. Posté à l'un des deux pylônes orange, il est alors possible d'observer attentivement les déplacements des jeunes et de prendre conscience de toute la ruse dont ils font preuve pour échapper à la surveillance du seul agent présent. Ainsi, l'un des jeunes se lance des pylônes, puis revient rapidement sur ses pas car l'agent se tourne dans leur direction. Une touriste vient alors solliciter ce dernier. Le jeune en profite pour se faufiler dans la foule et passe en silence juste derrière l'agent pour prendre position, caché derrière le gros pylône à proximité des escalators. Il n'a plus qu'à attendre que la voie soit libre. Les autres jeunes captent l'attention de l'agent, ce qui lui permet d'atteindre les files d'attente des deux bornes. L'accroche avec le touriste doit alors s'effectuer rapidement. Le jeune revendeur met son badge en évidence et s'adresse à un couple. L'accroche prend. Il s'apprête alors à les guider à une autre borne moins exposée, située au-delà du long couloir. Malheureusement, à peine lancés sur le chemin, l'agent intercepte le groupe et le jeune se défile d'un pas pressé vers une des sorties les plus proches »

Extrait du journal de terrain, gare du Nord, 13/03/2015

3. ... AUX JEUNES MIGRANTS ROUMAINS

« Aux balustrades du niveau -1, j'entame la conversation avec un jeune. Il s'appelle Perhan¹⁹ et est originaire de Bucarest. Il vend des tickets, 'parfois à 100, 200 euros' me précise-t-il. Pour la blague, il me propose de lui en acheter car la vente ne marche pas beaucoup ces derniers temps. En effet, la police est très présente, 'lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi, dimanche, tout le temps la police'. Je refuse gentiment sa proposition et profite de cet échange pour me présenter. 'Pourquoi t'es là ?' me demande-t-il. BN : 'Je m'intéresse à votre vie' / Perhan : 'Mais pourquoi ?' / BN : 'Ça m'intéresse. On n'en voit pas beaucoup des jeunes comme vous'. Sans méfiance, il m'invite alors à le suivre dans la gare, lui et son cousin du même âge, 17 ans, du nom de Davor »

Extrait du journal de terrain, Gare du Nord, 10/05/2015

Durant tout un après-midi, Perhan et Davor m'ont accompagné progressivement sur un terrain que je pensais m'être familier. En réalité, je n'en faisais qu'effleurer la substance la plus visible. Se faisant les cicérones d'un jeune étudiant qui prit conscience alors que lui-même 'débarquait' comme 'débarquent' quotidiennement les touristes et les voyageurs, les deux jeunes n'ont pas été seulement les deux spécimens représentatifs d'un seul objet d'étude dont je devais décrire les paroles, les faits et les gestes. Ils ont rompu mon attitude stationnaire. Eux-mêmes se sont extirpés temporairement du groupe pour mieux m'accompagner au-delà de ce qui m'était devenu confortable et rassurant. J'ai pu me pencher au-dessus du vide et basculer de l'autre côté, circulant avec eux d'un monde à l'autre, de l'espace public à celui de l'intime, parcourant leurs routes quotidiennes. Ils ont alors remplacé le ticket de métro par l'iPhone, partagé le contenu imagé et sonore de leurs talismans migratoires, et m'ont invité à l'intérieur de ce qui s'apparente à un sas, à l'antichambre de leurs aller-retours répétés en Roumanie : le bidonville (ou *platz*), carrefour de leurs expériences circulatoires.

Leur quotidien peut être perçu comme exceptionnel, marginal ou encore étranger. Pourtant, il n'est pas si éloigné des valeurs et des tendances qui dominent dans nos sociétés modernes. Plus encore, ces jeunes en sont à la fois les produits et les artisans, ré-encodant au prisme de leurs expériences le modèle de réussite occidentale. Il convient ici d'interroger l'univers dans

lequel vivent et se construisent ces jeunes, c'est-à-dire, au-delà de leur activité de revente, d'approcher les référents culturels et symboliques auxquels ils s'identifient, entre autres la culture *mani*²⁰, mouvement musical et populaire qui connut le succès dans la société roumaine à partir des années 1990.

3.1- Les manele : contre-culture et pop-culture

Cette partie n'a pas la prétention d'une étude pointue et fouillée de la culture *mani* popularisée en Roumanie au cours des années 1990. Je propose néanmoins d'en dessiner les contours, d'en dresser un portrait fidèle aux ambitions, aux volontés et aux enjeux portés par ses défenseurs comme par ses pourfendeurs, car plus qu'un simple produit culturel, les manele et les débats houleux qu'elles suscitent en Roumanie reflètent les forces et les tensions qui tiraillent et construisent le pays depuis la chute de Ceausescu.

Avant de devenir l'objet musical constitutif de la culture populaire roumaine, la musique *mani* est d'abord un instrument de rupture avec ce que l'on peut considérer comme 'l'ancien monde' où la culture populaire est totalement inscrite dans l'idéologie politique portée par Ceausescu. Paradoxalement élitiste, elle sert le « socialisme bureaucratique » (Ditchev, 2009 : p.150) et vise « la codification de la conformité » (*Ibid.*, p.151). Elle est le produit, l'instrument et la raison de l'idéologie politique en place. Pourtant, le principe de normalisation culturelle se fragilise devant l'influence de plus

¹⁹ Les noms des jeunes ont été anonymisés.

²⁰ En roumain, la musique *mani* est appelée *manea* (pour le nom au singulier) ou *manele* (au pluriel). Nous emploierons ces termes dans cet écrit : tandis que *mani* servira à qualifier un style de musique particulier, *manea* désignera une chanson, un morceau musical s'inscrivant dans cette mouvance et *manele* sera le terme générique utilisé pour englober l'ensemble de ces morceaux. Les musiciens, chanteurs et chanteuses seront désignés par le terme de *maneliști*.

en plus présente des bouleversements musicaux et culturels occidentaux dans les années 1960. Malgré une politique de modernisation folklorique suivant la logique fortement compétitive des rapports bipolaires de l'époque (*ibid*), l'écart se creuse entre les préceptes de l'idéologie communiste des États d'Europe centrale et orientale et les processus de création de plus en plus autonomisés. A la chute des dictatures communistes, les cultures de transition s'inscrivent radicalement à contre-sens de ce que les populations ont connu jusque-là. Ainsi, « le désir est la fonction de l'interdit. Renversez donc toutes les interdictions du socialisme bureaucratique et vous comprendrez la culture de transition : charnelle et vulgaire, consumériste et amoral, mais également multiculturelle, mettant en cause le cliché national » (*ibid.*, p.155). La culture *chalga* en Bulgarie, tout comme les *manele* roumaines, seront les symboles de ce renversement : sexualisation des corps, synthétisation des sons, mise en scène ostentatoire de la réussite matérielle et du business, apologie de l'ivresse et de la fête, cette nouvelle scène musicale populaire fonctionne comme le purgatoire des désirs refoulés et interdits sous le communisme. Elle est la forme la plus visible, sonore et visuelle, de la transition du pays vers la démocratie libérale, mettant au premier plan les nouvelles libertés acquises : le droit d'aller et de venir, de consommer et de réussir sur fond d'items empruntés à la culture occidentale, à savoir la réussite individuelle, son exposition décomplexée, le culte du matériel et l'hyper-sexualisation du corps féminin.

En Roumanie, au cours des années 1990, les *manele* se popularisent. Dans un pays où l'empreinte régionale est très forte, des *maneliști* émergent çà et là et imprègnent leurs paroles et leur musique des tendances locales. Ils sont sollicités pour les grandes fêtes familiales, anniversaires, mariages, baptêmes, et participent donc à la mémoire et à l'histoire des familles. Les musiciens rythment également les retours des nouveaux migrants empressés d'afficher à leur entourage leur réussite matérielle et financière (avant de repartir travailler au-delà des frontières roumaines). La culture *mani* est donc une culture populaire : elle raconte et participe au récit d'une nouvelle Roumanie qui se reconstruit par le bas, par l'accumulation et la transmission des expériences nouvelles de l'ouverture du pays au reste de l'Europe.

Ce recodage culturel n'est pas du goût de tous. Il attire en effet les foudres des nostalgiques du communisme mais aussi de l'intelligentsia roumaine (Rădulescu et Stoichiță, 2009). La critique de la *manea* ne se construit pas seulement sur un argumentaire moral et artistique. Elle abhorre également ce que Speranța Rădulescu nomme le « métissage pan-balkanique »²¹ dont s'imprègne la musique *mani*. D'inspiration balkanique et orientale, les sonorités qui habillent une grande majorité des chansons font défaut à une Roumanie qui, politiquement, fait le choix d'une intégration dans l'Union européenne. Il apparaît alors salvateur pour l'image du pays d'accuser les influences exogames de la musique *mani*, notamment ses rapprochements avec des mélodies et des sonorités de la musique traditionnelle arabe et tsigane²². La gêne tsigane est alors invoquée. Les milieux intellectuels roumains soupçonnent le musicien tsigane, de pervertir les oreilles, les cerveaux des jeunes roumains, de corrompre la culture du bon goût et de l'art véritable : « [...] prosaïques et dérisoires, [les paroles de ces chansons] exaltent volontiers l'argent facile et les manières rusées de l'obtenir, minant ainsi la morale publique » (*ibid.* : p.173).

Roms et *manele* iraient donc de pair et refléteraient la décadence morale, culturelle (et ethnique pourrait-on ajouter) qui menace la Roumanie post-1989. On gomme volontiers sa substance populaire, hétérogène et transgressive nourrie des expériences migratoires de l'après Ceausescu pour mieux mettre au premier plan ses traits caricaturaux : la criminalité, l'argent facile et la dégradation morale. On en oublie le rôle de l'industrie musicale et son instrumentalisation du phénomène pour son propre compte. L'exemple de la musique *chalga* en Bulgarie est significatif de cette idée. Au fur et à mesure que les années nous éloignent de la chute du communisme, la culture *chalga* perd de sa superbe transgressive, contre-culturelle et populaire pour mieux rejoindre les intérêts de l'industrie musicale, du *star system* et du *showbiz* pour devenir un modèle de la *success story* (Ditchev, *op.cit*).

Situées aux antipodes de ce que peuvent vivre les jeunes 'Ticket-boys' en France, les *manele* brillent néanmoins par leur constance. Elles accompagnent les jeunes quotidiennement, du bidonville où ils vivent à leurs différents lieux de travail.

²¹ Source : <http://www.courrierdesbalkans.fr/bazar/blogs/l-en-dehors-balkanique-o-le-blog-de-nicolas-trifon/blog-o-les-manele-une-musique-de-metissage-pan-balkanique.html>

²² Beaucoup des *maneliști* revendiquent une appartenance, réelle ou supposée, avec la minorité rom du pays.

3.2- Bande de mecs : le collectif au quotidien

Lorsqu'ils ne revendent pas les titres de transport de la RATP, les jeunes montrent autre chose d'eux-mêmes. Une lecture nouvelle du groupe nous est permise, davantage située dans l'entre-soi, où le groupe devient une bande au sens qu'en donne Gérard Mauger : « [...] une institution de socialisation » (Mauger, 2009 : p.48). La vente des tickets de métro, si elle organise leur quotidien, ne peut être le seul élément fédérateur des jeunes. Le groupe ne peut devenir une bande que par la production et la mise en communion de représentations, de discours, de pratiques, de postures et d'expériences établissant les règles d'appartenance à une sous-culture sur laquelle repose la bande et la légitimité de s'en prétendre membre. La bande existe aussi en dehors des lieux de travail fréquentés, non pas seulement dans sa totalité mais aussi dans la constitution de petits groupes qui reproduisent en leur sein les logiques interactionnelles de la bande. En cela, la bande « est un lieu et un lien » (Suremain, 2006, p.130).

La définition d'un look particulier, le jeu de la vanne et l'art de fanfaronner, la mise en scène pantomimique et chorégraphique, les allusions sexuelles et la virilité puérile donnent une identité à la bande en fédérant ses éléments autour de la culture *mani*. Cette musique les accompagne partout, dans l'ensemble des espaces qu'ils fréquentent, constamment à portée d'oreilles grâce à leurs portables dans lesquels ils stockent leurs chansons préférées et qu'ils écoutent à un très fort volume sonore si l'occasion de les brancher sur des enceintes se présente. Néanmoins, les *maneles* ne sont pas qu'un style musical. Elles proposent et exposent (par les paroles et les clips) une alternative de vie avec ses valeurs, ses normes, ses logiques, ses représentations et ses rapports sociaux. Quand la culture punk proclame le rejet et la destruction de l'ordre social dominant et de ses conventions, la culture *mani* préfère pousser à l'extrême l'idéologie néo-libérale, capitaliste et patriarcale. Nous retrouvons les mêmes principes de vie dans l'analyse sociologique que fait Gérard Mauger de la délinquance juvénile et du monde des 'jeunes de banlieues' : « L'affiliation au monde des bandes a également pour corollaire la dénégation de la relégation. Le *business* (*deal*, vol, recel et vente de diverses marchandises) permet, en effet, l'appropriation des attributs statutaires de l'excellence juvénile (vêtements de marque, voiture, argent de poche, etc.) qui permettent de 'sauver la face'.

La croyance en la possibilité de 'monter sa propre affaire' (le mythe du self-made man et l'esprit du capitalisme underground) apparaît étonnamment partagée : chacun accorde à l'autre le crédit qu'il réclame sur l'avenir auquel il prétend, afin de pouvoir obtenir en retour les témoignages accréditant ses propres prétentions [...]. L'échec des tentatives d'insertion professionnelle par des voies légales, les dispositions à l'égard du travail non qualifié, les tensions entre nécessité économique et contraintes symboliques, l'impératif de la 'débrouille', la congruence entre une définition dominante de la réussite sociale et les success stories des dealers, le travail de légitimation morale du *business* (la continuité avec le business, l'opposition au deal) peuvent faire de l'engagement dans l'économie illégale le choix le moins humiliant et le plus rassurant [...] » (Mauger, *op.cit.*, p.94).

La vente des tickets de métro implique une organisation particulière, basée sur l'expérience, en vue de maximiser les profits et de diminuer les risques, et donc le tissage de liens d'entente et de solidarité entre groupes constitués, d'une confiance mutuelle et partagée entre chaque membre et de logiques sociales propres aux enjeux de la revente. L'identité collective de la bande se manifeste et se réaffirme dans les possibilités de faire de l'entre-soi, temps pendant lesquels chacun se reconnaît dans les signes d'une culture à laquelle ils adhèrent et qui donne sens, dans les valeurs et les principes qui la charpentent, au quotidien qu'ils expérimentent et qu'ils pratiquent. L'idée de la réussite que les tenants de la culture *mani* aiment exposer dans leurs chansons et leurs clips vidéos nous permet de pousser la réflexion encore plus loin en proposant une compréhension de l'expérience du monde social des jeunes à travers le prisme des migrations pendulaires et transnationales, de leurs retours provisoires au pays.

3.3- Mecs en bande : la réussite du projet migratoire

« Perhan fouille dans son portable et commence à me montrer ses photos. Nombreuses sont des autoportraits, son visage mimant la moue ou esthétisant les poses. Ses cheveux sont coiffés à la mode, ses yeux sont recouverts de lunettes de soleil. Il est parfois au volant d'une voiture qu'il m'affirme être la sienne, une Opel tunée. La photo suivante montre la voiture de son frère, une Audi Q7. Il me montre ensuite sa maison et me fait visionner une vidéo de sa communion. L'événement est très animé : les gens sont en costume plus ou moins folklorique et un chanteur de manele répète plusieurs fois dans le micro pentru Perhan (pour Perhan) devant un homme au ventre bedonnant en train de danser et qu'il me présente comme son père. La scène se passe à l'extérieur, dans ce qui m'a l'air d'être un grand jardin. Perhan est ravi de me montrer des extraits de sa vie personnelle. Il continue sur sa lancée et met en lecture une autre vidéo qui, cette fois-ci, met en scène l'un de ses amis dansant sur de la musique mani. Davor me montrera le même genre de vidéo : son petit frère de 15 ans y est filmé entrain de danser sur la terrasse d'une maison au son d'une derbouka. Puis, c'est au tour d'une grosse voiture brûlant le bitume d'une route déserte, la nuit. Aux bruits des dérapages, les gens applaudissent et encouragent le pilote. Perhan blague : 'c'est moi dans la voiture'. Toutes les scènes se déroulent chez eux, en Roumanie »

Extrait du journal de terrain, quelque part en banlieue, 10/05/2015

Perhan introduit lui-même le contexte migratoire de son quotidien, sa vie d'adolescent (comme l'a été celle de son grand frère lorsque lui aussi vendait des tickets de métro à la gare du Nord). Les images et les petits films stockés sur son téléphone m'indiquent et me font comprendre que ce que je cherche ne se trouve ni à la gare du Nord, ni dans les autres lieux touristiques parisiens où ils travaillent, ni même dans le bidonville que Perhan et Davor me font visiter. La signification qu'il donne à leur quotidien, que l'ensemble de la bande donne à ses pratiques, à leur existence personnelle et collective en France, ne peut être acquise qu'en empruntant les mêmes trajectoires migratoires par le biais de tout un ensemble d'objets, de sons, d'images qu'ils transportent avec eux. Ces palladiums leur permettent de supporter les conditions de vie en France en leur rappelant les raisons pour lesquelles ils sont là, engagés collectivement dans la même aventure familiale : réussir sa migration, la réussite ne pouvant être véritablement atteinte que par la construction, en Roumanie, d'une vie riche et confortable. Le retour au pays fait donc parti du projet. Il est même en son cœur car c'est en Roumanie, au niveau local, dans leur village ou leur quartier, parmi leurs amis et au sein de leur parentèle, que tout se joue.

La scène de la communion ou celle de la voiture sont des témoignages de leur réussite sociale et matérielle, les preuves aux yeux de leur entourage du bon déroulement de leur entreprise migratoire.

« Ils ont complètement intégré la raison pour laquelle ils font de l'argent. C'est pour la famille et, pour eux, ils s'intègrent dans la famille, pour construire en Roumanie avec l'objectif très clair, et pas du tout questionné par les enfants, de revenir en Roumanie le plus tôt possible. Donc les enfants ne questionnent pas du tout ça et s'imaginent pas du tout devoir faire des efforts pour rester en France, même si beaucoup d'entre eux ont passé de nombreuses années en France, avec des allers-retours, et parlent très bien le français. Ça prouve qu'ils sont déjà insérés quelque part. Aucun se projette en France et il est très clair pour eux qu'ils vont fonder une famille sur ces modes d'économie parallèle pour pouvoir assurer leur vie en Roumanie » Extrait d'entretien avec MRC de l'association Hors La Rue²³, Montreuil 03/03/2015

Leurs relations avec les différents acteurs institutionnels et associatifs (Juge des enfants, éducateurs et éducatrices auprès du tribunal pour enfants et de l'association Hors la Rue, etc.)

²³ L'association Hors La Rue (HLR) mène une action socio-éducative à l'adresse des « mineurs en situation de danger » en Île-de-France. Elle possède un centre d'accueil de jour à Montreuil et organise des maraudes d'éducateurs/trices de rue sur les lieux de travail des jeunes (à Paris) et sur leurs lieux de vie (dans les bidonvilles et les squats en banlieue parisienne). Les salariés de l'association rencontrent régulièrement différents groupes de jeunes, notamment les 'Ticket-boys' de la gare du Nord. L'entretien mené avec MRC portait sur les revendeurs de tickets de métro et sur l'action socio-éducative menée à leur égard.

illustrent le constat fait par MRC. Faute de ne pouvoir éviter l'emprise institutionnelle, l'enjeu est de la rendre la moins contraignante possible.

« On avait remarqué qu'à cette époque-là, et c'était très positif, que les parents se déplaçaient beaucoup plus souvent au tribunal. Mais on s'est rendu compte, au bout de quelques mois, qu'on avait un peu un discours de façade. Des parents qui disaient 'Oui, oui, oui, oui' devant le tribunal, devant le juge, devant l'équipe éducative du SEAT²⁴. Mais en fait, après, il n'y a eu aucune suite. C'est-à-dire qu'il y a eu des scolarisations qui ont été déclenchées mais y'a jamais eu de scolarisation effective dans la mesure où les parents ne suivaient plus, ne donnaient pas les papiers en fonction » Extrait d'entretien avec MRC de l'association Hors La Rue, Montreuil 03/03/2015

A plusieurs reprises les jeunes démontraient aux éducateurs, le peu d'intérêt pour une scolarisation ou une formation professionnelle.

« Souvent ils nous disent : 'nous, on fait beaucoup d'argent. On fait plus d'argent que vous éducateurs. Donc, même si on va à l'école et qu'on apprend un métier, on peut guère espérer plus que le SMIC et aujourd'hui, on fait plus que le SMIC. Donc, ce que vous nous proposez, ça ne nous intéresse pas et ça nous fait bien rire'. Cette idée, c'est très présent dans leurs discours. A chaque fois qu'on interpellait les jeunes sur une éventuelle insertion professionnelle en France, ils se moquaient gentiment de nous [rires] » Extrait d'entretien avec MRC de l'association Hors La Rue, Montreuil 03/03/2015

La voie légale ne peut donc répondre au projet migratoire qu'ils se fixent. Elle ne rapporte pas assez d'estime ni ne garantit la gloire et les honneurs qu'ils attendent à leur retour en Roumanie. Cette idée pourrait s'apparenter à l'analyse que Gérard Mauger fait des professionnels du *business* : «le fils trafiquant [...] assure le prestige familial dans la compétition pour les honneurs dans le voisinage et la parentèle : à terme, il devient le support du projet de retour glorieux de l'immigré au pays » (Mauger, *op.cit.*, p.96). Pouvoir subvenir aux besoins de sa famille reste un objectif clé. Néanmoins, la réussite familiale ne peut exister sans la reconnaissance locale des pairs. Les retours ponctuels en Roumanie sont de cette utilité.

Aucune reconnaissance n'est possible si l'on ne sollicite pas l'attache, le lien fort et entretenu avec leur village ou leur quartier. Ces retours au pays participent donc à la constitution d'un imaginaire migratoire entre ici et là-bas, le lieu où l'on vit et celui où l'on travaille, reproduisant les mêmes stratégies par lesquelles se pratiquaient les premières migrations postcommunistes. Raymonde Séchet et Despina Vasilcu les qualifient de « rotation autogérée » : une « permanente mobilité [...], un mode de vie partagé entre deux espaces, entre 'ici' et 'là-bas', entre le monde du travail et du sacrifice, dans le pays étranger, et la Roumanie où [ils] pouvaient retrouver leur place et jouir des bénéfiques matériels acquis grâce à la migration » (Séchet et Vasilcu, 2011, p.219). Cette réussite économique fantasmée (très largement vantée dans les paroles des *manele*) rend-elle possible l'avènement d'un retour définitif au pays ?

« Beaucoup retournent en Roumanie pour les fêtes familiales, pour suivre l'évolution des travaux de la maison. On a beaucoup d'enfants qui sont dans le fantasme ... 'Bah, on va rentrer en Roumanie, la maison est en train de se construire'. Sur d'autres groupes, on a pu aller voir que la maison n'était pas si réelle que ça » Extrait d'entretien avec MRC de l'association Hors la Rue, Montreuil 03/03/2015

Lors de mes conversations avec certains jeunes du groupe, le projet du retour était régulièrement mentionné. Parfois m'informaient-ils de leur départ prochain, puis je les revoyais à la gare au-delà de la date qu'ils m'avaient pourtant annoncée. Les retours ne se font donc pas à tous les coups. Leur vie aurait tendance à se renverser et la France deviendrait de plus en plus un *chez-soi* non reconnu où la réalité de l'expérience de la précarité, de l'exclusion et de la survie recouvrerait progressivement le fantasme d'une autre vie riche, intégrée et opulente qui les attendrait de l'autre côté de l'Europe. Paradoxalement, la Roumanie et la vie qu'ils y projettent deviennent leur Eldorado. L'installation définitive sans cesse repoussée, les liens avec le pays ne se feraient-ils que dans le ressassement des souvenirs qu'ils réalimentent et renouvellent à chaque retour ?

CONCLUSION

Mineurs pour certains, majeurs pour d'autres, encore célibataires ou mariés, voire parents, en tout cas vivant en famille, ces jeunes roumains

²⁴ Service Éducatif Auprès du Tribunal.

sont engagés dans un projet migratoire qui a pour horizon une réussite économique, sociale et symbolique en vue d'un retour définitif au pays. Que celui-ci soit bien réel ou fantasmé, il participe à la construction d'espaces circulatoires urbains et transnationaux dans lesquels ces jeunes et leur famille acquièrent et déploient au quotidien des compétences de négociation et d'occupation des différents territoires : de la gare du Nord (dédiée à leurs activités) à leur bidonville (où se réorganise une vie familiale et domestique) jusqu'à leur localité d'origine en Roumanie (où les différents acquis économiques, sociaux et culturels sont réinvestis). Ma recherche privilégie donc deux axes : celui des tactiques et des pratiques subversives (entre le licite et l'illicite) et celui des mobilités et des circulations entre ces trois terrains. Dès lors, nous serions en mesure de mieux saisir en quoi les pratiques d'une population perçue comme 'déviant', et support de nombreux stigmates, illustrent les redéfinitions sociale et spatiale de territoires urbains tout en y participant activement. En effet, tandis que ces jeunes incarnent une urbanité controversée (activités économiques informelles et souterraines, précarité et débrouillardise, proximité de l'étranger et de l'inconnu, ...), ils se conforment dans le même temps au mythe valorisé de la métropole (fluidité des circulations, dynamique des échanges, perméabilité des frontières, ...).

La gare du Nord, dans son architecture et ses usages, concentre les deux tendances de cette urbanité. Cependant, nous ne saurions nous limiter à ce seul territoire : le bidonville et la localité d'origine en Roumanie sont aussi des espaces de circulations et de sociabilités qui nourrissent l'expérience urbaine et transnationale de ces jeunes travailleurs roumains. Il conviendrait alors de comparer les échelles d'observation de l'objet de recherche : locale (la gare du Nord dans le centre parisien), régionale (le bidonville en périphérie de la capitale) et transnationale (la localité d'origine en Roumanie, à l'autre extrémité de l'Union européenne). Ainsi sera-t-il possible de comprendre l'expérience urbaine et transnationale de ces jeunes, non pas à partir d'une succession de territoires et de sociabilités cloisonnés mais, au contraire, à partir d'une continuité des circulations et d'une contiguïté des territoires. Il ne suffit donc pas d'aller voir ces jeunes chez eux ; il faut faire la route avec eux.

RÉFÉRENCES

BERTAUX, D. (2010), L'enquête et ses méthodes : le récit de vie, Armand Colin, coll. 128, 132 p.

CANUT, C. et HOBE, A. (2011), *Roms et compagnie*, in Lignes 34, Éditions Lignes, pp. 7-23.

CLAVE-MERCIER, A. (2012), 'Produire des Tsiganes'. *Les Tsiganes et l'école dans un village de Roumanie*, in LE MARCIS, F. et LURBE I PUERTO, K. (dirs.) Endoétrangers : Exclusion, reconnaissance et expérience des Roms et gens du voyage en Europe, Éd. Academia, coll. Carrefours, pp. 161-192.

COUSIN, G. (2009), *Tsiganes hier, Roms migrants aujourd'hui*, EspacesTemps.net, URL : <http://www.espacestemp.net/articles/rroms-migrants/>

DEQUIRE, A. et JOVELIN, E. (2014), *La jeunesse en errance dans l'histoire. Entre la potence, l'assistance et la pitié ?*, in Pensée plurielle 35, Paris, De Boeck Supérieur, pp. 9-20.

DIMINESCU, D. et al. (2003), *Visibles mais peu nombreux. Les circulations migratoires roumaines*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 342 p.

DITCHEV, I (2009), *Pop socialisme – Pop transition : la culture chalga en Bulgarie*, in GOSSIAUX et PETRIC (dirs.), Europa mon amour. 1989-2009, un rêve blessé, éditions Autrement, coll. Frontières, Paris, pp. 147-159.

DUPREZ, D. et KOKOREFF, M. (2000), Les mondes de la drogue, Éd. Odile Jacob, coll. Histoire et Document, 400 p.

FASSIN, D., FASSIN, E. et al (2009), De la question sociale à la question raciale ?, Éd. La Découverte/Poche, coll. Sciences humaines et sociales, 280 p.

FASSIN, E. et al. (2014), Roms et riverains. Une politique municipale de la race, La Fabrique éditions, 240 p.

FOUCAULT, M. (1997), 'Il faut défendre la société', Cours au Collège de France 1975-1976, éditions EHESS, coll. Hautes Études, Paris, 272 p.

JAKSIC, M. (2011), *État de littérature. Déconstruire pour dénoncer : la traite des êtres humains en débat*, in Critique internationale 53(4), Presses de Science Po, Paris, pp. 169-182.

KLEINMAN, J. (2012), *The Gare du nord : parisian topographies of exchange*, in Ethnologie française 42, Presses Universitaires de France, Paris, pp. 567-576.

LANGLOIS E. (2014), *De l'inconvénient de n'être le problème de personne : cécité institutionnelle et vulnérabilité sociale des jeunes en errance*, in Pensée plurielle 35, éditions De Boeck Supérieur, Paris, pp. 83-99.

LEGROS, O. et VITALE, T. (2011), *Les migrants roms dans les villes françaises et italiennes : mobilités, régulations et marginalités*, in Géocarrefour 86 (1), Association des amis de la Revue de Géographie de Lyon, pp. 3-14.

LE MARCIS, F., LURBE I & PUERTO, K. (2012), *Exclusion, reconnaissance et expérience des 'endoétrangers' en Europe*, in LE MARCIS, F. et LURBE I PUERTO, K. Endoétrangers : Exclusion, reconnaissance et expérience des Roms et gens du voyage en Europe, Éditions Academia, coll. Carrefours, pp. 7-32.

MAUGER, G. (2009), La sociologie de la délinquance juvénile, éditions La Découverte, coll. Repères, Paris, 122 p.

MUCCHIELLI, L. (2010), *L'évolution de la délinquance des mineurs. Données statistiques et interprétation générale*, in Agora débats/jeunesse 56, Presses de Sciences Po, Paris, pp. 87-101.

OGIEN, A. (1995), Sociologie de la déviance, Armand Colin, coll. U, Paris, 230 p.

OLIVERA, M. (2012), *Les Tsiganes comme autochtones. Le cas des Roms Gabori – Roumanie*, in Balkanologie vol. XIV (1-2), pp. 2-16.

PEYROUX, O. (2013), Délinquants et victimes : la traite des enfants d'Europe de l'Est en France, Éd. Non Lieu, 240 p.

POUPEAU, F. et TISSOT, S. (2005), *La spatialisation des problèmes sociaux*, Actes de la recherche en sciences sociales 159(4), Le Seuil, pp. 4-9.

RADULESCU, S. et STOICHITA, V. (2009), *Les manele, symbole de la décadence*, Études tsiganes 38, FNASAT, Paris, pages 172-177.

RAGARU, N. (2007), *Du bon usage de la traite des êtres humains. Controverses autour d'un problème social et d'une qualification juridique*, in *Genèses* 66, Belin, pp. 69-89.

SARCINELLI, A. (2011), *Ce que tolérer veut dire. Une 'quasi-exclave' habitée par des Roms aux portes de Milan (Italie)*, in *Géocarrefour* 86 (1), Association des amis de la Revue de Géographie de Lyon, pp. 35-41.

SAUGER, S. (2004), *Surveiller les gares parisiennes au XIXe siècle : police et modernité*, *Revue d'histoire du XIXe siècle* 29, Société d'histoire de la Révolution de 1848, Paris, pp. 71-87.

SECHET, R. et VASILCU, D. (2011), *Vingt ans d'expérience migratoire en Roumanie postcommuniste*, *Espace, populations, sociétés* 2011/2, Centre National de la Recherche Scientifique, pp. 215-228.

SUREMAIN (DE), C. (2006), *Affinités horizontales et stratégies de survie parmi les 'enfants de la rue', La bande Solitarios à La Paz (Bolivie)*, *Revue Tiers Monde* 185, Armand Colin, Paris, pp.113-132.